

## L'armée tchécoslovaque en France (1939-1940)

Antoine Marès

### Résumé

Les accords de Munich , l'invasion par l'Allemagne et l'éclatement de la Tchécoslovaquie ont provoqué le départ d'une grande partie de la classe politique et de l'armée tchécoslovaques en France. Ainsi les régiments tchécoslovaques reconstitués en exil, dès octobre 1939, participeront aux côtés des Alliés à la bataille de France. Après la défaite de 1940, les plus motivés de ces combattants rejoindront la Grande-Bretagne ou la Résistance.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Marès Antoine. L'armée tchécoslovaque en France (1939-1940). In: Hommes et Migrations, n°1148, novembre 1991. Aux soldats méconnus. Etrangers, immigrés, colonisés au service de la France (1914-1918 et 1939-1945) pp. 22-26;

doi : <https://doi.org/10.3406/homig.1991.1745>

[https://www.persee.fr/doc/homig\\_1142-852x\\_1991\\_num\\_1148\\_1\\_1745](https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_1991_num_1148_1_1745)

---

Fichier pdf généré le 27/02/2019

# L'ARMÉE TCHÉCOSLOVAQUE EN FRANCE (1939-1940)

---

par Antoine Marès\*

*Les accords de Munich, l'invasion par l'Allemagne et l'éclatement de la Tchécoslovaquie ont provoqué le départ d'une grande partie de la classe politique et de l'armée tchécoslovaques en France.*

*Ainsi les régiments tchécoslovaques reconstitués en exil, dès octobre 1939, participeront aux côtés des Alliés à la bataille de France. Après la défaite de 1940, les plus motivés de ces combattants rejoindront la Grande-Bretagne ou la Résistance.*

**C'**EST à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que les relations franco-tchèques ont commencé à revêtir cet aspect profondément affectif qu'elles ont conservé dans l'entre-deux-guerres, les Tchèques voyant dans la France un contrepoids intellectuel face au monde germanique auquel ils étaient confrontés. Quelques centaines de Tchèques et de Slovaques s'étaient même installés à Paris et dans ses banlieues, formant une petite colonie bien structurée : parmi eux, des artistes et des étudiants attirés par le rayonnement de la Ville-Lumière.

Quand éclata la Première Guerre mondiale, Paris – capitale de la liberté – devint la capitale des exilés politiques et le siège de l'organe central de la résistance extérieure, le Conseil national des pays tchèque et slovaque, présidé par Thomas Garrigue Masaryk et animé par le Tchèque Edouard Beneš et le Slovaque Milan Štefánik. C'est en France aussi que l'idée et la mise sur pied d'une force armée nationale virent le jour, à l'initiative de la colonie et de ses organisations. De la compagnie Na Zdar formée au sein de la Légion étrangère – et décimée en 1915 – à l'armée tchécoslovaque créée en décembre 1917 et engagée – notamment sur

le front vosgien – à partir de l'été 1918, Tchèques et Slovaques versèrent aussi leur sang pour la victoire de la France et la constitution de leur Etat.

Entre 1918 et 1938, Paris resta la « Rome » de cette Europe centrale patronnée par la France : les élites s'y formaient, les intellectuels venaient y trouver la consécration et, après la fermeture des débouchés migratoires d'outre-mer, le trop plein de main-d'œuvre tchécoslovaque venait y travailler. Son importance n'a pas été estimée précisément et les évaluations oscillent entre 50 et 80 000 personnes, parmi lesquelles les Slovaques prédominaient (de 60 à 80 % du total). Ces travailleurs manuels se trouvaient souvent dans le sillage de la communauté polonaise.

Les Slovaques, moins qualifiés que les Tchèques – reflet des réalités tchécoslovaques –, étaient employés comme ouvriers agricoles, souvent saisonniers, comme mineurs ou comme ouvriers non qualifiés dans l'industrie. Les Tchèques étaient surtout mineurs ou ouvriers spécialisés, parfois aussi artisans ou employés. Les points de concentration – outre Paris et sa banlieue

\* INALCO.

(Argenteuil, Gennevilliers...) — étaient les départements du Nord et du Pas-de-Calais, Merlebach en Lorraine, les bassins miniers d'Alès, de La Grand-Combe et de Gardanne dans le Sud-Est, et Vianne près de Bordeaux. L'emploi agricole se concentrait particulièrement dans le Sud-Ouest.

L'engagement politique de cette communauté était limité en raison de son éparpillement et des lois existantes. La « colonie tchécoslovaque » — organe quasi officiel lié à l'ambassade de Paris et aux divers consulats ainsi qu'à des organismes sociaux pragois — encadrait ces émigrés à travers une trentaine d'associations à caractère essentiellement culturel ou religieux. Les préoccupations étaient principalement économiques, même si le Front populaire et la guerre d'Espagne dynamisèrent la conscience politique de ces émigrés, conscience aiguisée par la crise qui les toucha de plein fouet.

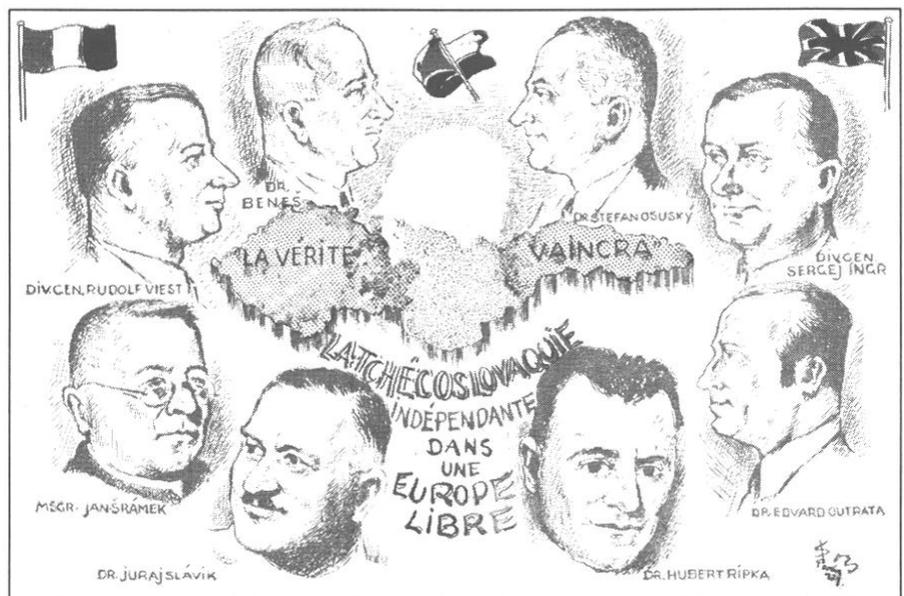
Tous les témoignages concordent pour reconnaître que l'émigration tchécoslovaque, d'origine purement économique, était peu sensible aux problèmes politiques ou ne le devint qu'au contact et sous le poids des événements.

Ceux de septembre 1938, qui débouchèrent sur les accords de Munich, jouèrent à cet égard un rôle d'accélérateur. Il fallut dans un premier temps faire face à l'afflux des réfugiés en provenance des Sudètes — juifs, Allemands démocrates ou Tchèques — que la « nouvelle République tchécoslovaque » ne pouvait accueillir sans aide internationale. Les bonnes volontés ne manquèrent pas du côté français, mais elles ne furent pas à la hauteur du choc provoqué par la « trahison » de Munich.

La destruction de la Deuxième république tchécoslovaque de mars 1939 ne mit pas un terme définitif à l'ambiguïté de la position française, malgré des protestations officielles contre l'annexion allemande. Pour la majorité des Tchécoslovaques de France, la situation était cependant claire : il fallait lutter pour l'indépendance perdue. Le modèle de la Première Guerre mondiale était à nouveau évoqué au sein de la colonie comme parmi les émigrés récents, mais de nombreuses incertitudes subsistèrent jusqu'en septembre 1939.

## Une farouche volonté de combattre

Dans un premier temps, il fallut surmonter les divisions politiques au sein de l'émigration. Une grande partie des démocrates s'étaient regroupés autour d'Edouard Beneš, qui était parti en exil au début d'octobre 1938 en démissionnant de la présidence de la République, et auquel l'annexion du 15 mars avait donné un surcroît de légitimité : les populistes (catholiques), les socialistes nationaux, les socialistes, Jan Masaryk — fils du fondateur de l'Etat —, des officiers supérieurs, s'étaient ralliés à lui. Quelques hommes rassemblés autour de l'ancien ambassadeur tchécoslovaque en France, Štefan Osusky, et de l'ancien premier ministre



1940, le Comité national tchécoslovaque (carte postale éditée par « Journaux tchécoslovaques » — Paris)

Milan Hodza — tous deux slovaques — défendaient le parti d'une fédération tchéco-slovaque. A Varsovie, le général Lev Prchala envisageait une politique nationaliste et très conservatrice.

Quant aux communistes tchécoslovaques, répartis à partir de décembre 1938 entre Paris et Moscou, ils hésitaient beaucoup sur la ligne à suivre à l'égard de l'Allemagne. La signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ne fit qu'ajouter à la confusion : était-il opportun d'agir contre le fascisme ? Et où ? Devaient-ils adhérer au tchécoslovaquisme qu'ils avaient dénoncé jusqu'en 1935-1936 ? Pouvait-ils coopérer avec les partis « bourgeois » ?...

Ces divergences ont pesé sur la Résistance des Tchécoslovaques au cours de la guerre et, en 1939-1940, seule la farouche volonté de combattre des émi-

grés a permis de surmonter partiellement ces tiraillements. Cette volonté a été incarnée par Beneš, mais aussi par Osusky, qui ont tous deux compris, après mars 1939, que la constitution d'une force militaire était indispensable pour la victoire de leur cause. Refusant de céder son ambassade aux autorités du Reich et prenant le parti de revendiquer la continuité de l'Etat dans l'émigration, Štefan Osusky fut tout d'abord l'interlocuteur privilégié des autorités françaises. Il fit faire un recensement de ses compatriotes résidant en France et commença à négocier l'engagement d'officiers tchécoslovaques dans l'armée française : des places leur furent réservées dans l'armée coloniale et la Légion étrangère. Mais cette situation était loin d'être idéale et de correspondre à l'attente : les militaires tchécoslovaques pouvaient souscrire un engagement de cinq ans en échange d'une promesse, non contractuelle, d'être versés dans l'armée tchécoslovaque quand elle serait créée.

La déclaration de guerre du 3 septembre allait débloquent les réticences et balayer les obstacles que rencontraient les négociateurs tchécoslovaques.

### **La difficile constitution de l'armée tchécoslovaque**

Les autorités tchécoslovaques en exil disposaient de trois viviers pour constituer une force militaire : la colonie qui était formée d'émigrés de souche parfois ancienne, installés massivement dans les années vingt, mais aussi deux autres groupes plus récemment arrivés sur le territoire français, les Brigades internationales et les militaires venus du Protectorat.

La participation tchécoslovaque à la guerre d'Espagne n'avait pas été négligeable, à l'image d'une vie politique où la gauche et l'extrême gauche avaient une audience considérable. Selon les sources, 2 200 à 3 000 hommes combattirent dans la péninsule ibérique, dont une partie (235 à 600) provenait d'ailleurs de l'émigration de France et de Belgique. Après mars 1939, il était impossible pour les survivants de rentrer dans leur pays occupé : ils furent plus de 700 à venir grossir les effectifs des camps de réfugiés du Sud-Ouest, et en particulier celui de Gurs. Les conditions d'accueil étaient épouvantables, malgré les aides et les soutiens ponctuels qu'ils pouvaient recevoir de leurs compatriotes.

Ils refusèrent dans un premier temps la possibilité de s'engager dans la Légion étrangère, qui incarnait des valeurs qu'ils ne partageaient pas. Mais quand la mobilisation des citoyens tchécoslovaques fut proclamée en novembre 1939, près de 500 acceptèrent de rejoindre l'armée tchécoslovaque en cours de création.

Les autres ne voulurent pas s'associer à une « armée bourgeoise », menée par ceux-là mêmes qu'ils avaient politiquement combattus, considérant de plus que leur place était auprès de leurs compatriotes. Le pacte germano-soviétique n'était pas étranger à ces hésitations. Le premier groupe de mobilisés quitta Gurs le 17 décembre pour Agde, lieu de regroupement des Tchécoslovaques, où l'organisation clandestine du parti, dirigée par Ladislav Holdoš, compta 180 membres.

Plus nombreux fut le groupe formé par l'émigration postérieure à Munich et au 15 mars 1939 : les uns quittèrent leur pays à l'appel des dirigeants politiques et militaires qui se trouvaient déjà à l'étranger, d'autres furent influencés par la tradition de la Première Guerre mondiale, certains enfin fuirent la terreur et les persécutions raciales qui gagnaient l'ensemble de l'Europe centrale. A côté d'une minorité qui quittait le Protectorat de Bohême-Moravie et la Slovaquie pour ses opinions, l'essentiel de ce flux fut formé par des militaires de carrière, rageant de n'avoir pu en découdre avec l'adversaire, frustrés de n'avoir pu remplir le devoir pour lequel ils avaient été formés.

Quelques-uns suivirent le général Prchala et furent engagés en septembre dans cette campagne éclair de Pologne à l'issue de laquelle ils se rendirent — comme le lieutenant-colonel Ludvík Svoboda, futur chef de l'Etat, en 1968 — à l'armée Rouge. La majorité transita par Cracovie et Katowice pour gagner les ports de la Baltique d'où ils partaient pour la France : entre le 19 juin et le 21 août, ils furent plus de 1 200 à suivre cette filière. Une fois la défaite polonaise consommée, ces volontaires n'avaient d'autre issue que de passer par le Sud : ils tentaient d'arriver en Hongrie, via la Slovaquie, et à partir de ce moment les attendaient de véritables odyssées à travers la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie et le Proche-Orient, qui leur permettaient de rallier Marseille.

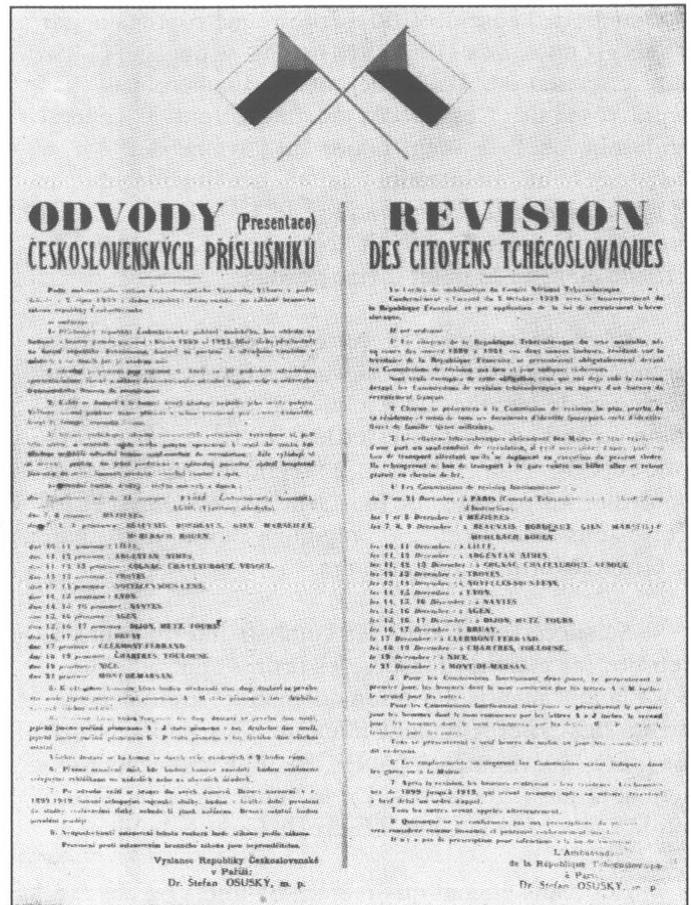
La France, encore terre d'espoir pour eux malgré Munich, réserva un sort mitigé à ces milliers de militaires tchécoslovaques. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1939, ils furent cantonnés dans la Légion étrangère — y compris des centaines d'aviateurs — dans des positions qui ne tenaient compte ni de leurs grades, ni de leur expérience, ni de leur qualification. Comme les autres volontaires, ils avaient signé un engagement de cinq ans que seul tempérait la perspective de la création d'unités tchécoslovaques autonomes. En attendant, officiers et aviateurs « crapahutaient » dans les déserts sahariens (ou en Syrie) ; dispersés entre El-Arich, Saïda, Bossuet et Ain-el-Hadjar, ils n'aspiraient qu'à quitter ces chaleurs auxquelles ils n'étaient pas habitués, les marches interminables et les humiliations, parfois impo-

sées par des sous-officiers allemands. Pour presque tous, cet épisode fut détestable.

Début septembre 1939, les hypothèques qui pesaient sur la constitution d'une armée tchécoslovaque furent donc levées. Dès le 2 août, un Bureau militaire dirigé par le général Ingr avait été officiellement ouvert. Beneš avait fixé le 16 août les principes qui devaient présider à la mise sur pied de cette armée et, le 28 août, Štefan Osusky réitérait sa demande d'autorisation pour créer une armée tchécoslovaque. En Pologne, le jour de l'ouverture des hostilités avec l'Allemagne, le président de la République avait autorisé une « Légion des Tchèques et des Slovaques », dont le titre même reflétait la nature idéologique, puisqu'il rejetait implicitement l'idée d'une étroite union entre Tchèques et Slovaques. En France, les négociations se poursuivaient pour finalement aboutir le 2 octobre à un accord recréant l'armée tchécoslovaque : celle-ci était politiquement dépendante du « gouvernement provisoire tchécoslovaque » et militairement, du haut commandement français. Ultime ambiguïté, le gouvernement ne reconnaît pas ce gouvernement, mais seulement un « Comité national ».

Pour les militaires français, la guerre ne faisait pas de doute, dès le printemps, et le fait que l'accord franco-tchécoslovaque n'était pas encore signé n'empêcha pas de prendre des décisions. Il fut établi que le camp d'Agde, proche de Béziers, serait le point de regroupement principal des Tchécoslovaques. Ce camp vétuste, qui avait servi aux réfugiés espagnols, fut très sommairement aménagé et, dès le 26 septembre au soir, le premier échelon de Tchécoslovaques rapatriés d'Afrique du Nord intégrait sa base. Les conditions sanitaires étaient médiocres, l'habitat déficient et le climat malsain. Qui plus est, les effets étaient hétéroclites et l'équipement militaire insuffisant. Dans de telles conditions, il est étonnant que le moral des troupes n'ait pas été atteint : l'entraînement se poursuivait avec obstination et sans anicroche majeure.

A ces difficultés matérielles s'ajouta le handicap d'un recrutement très hétérogène qui eut des incidences, malgré tout, sur l'atmosphère qui régnait dans ces unités dont les éléments étaient répartis dans toute la région (Béziers, Agde, Pézenas, Lapalme, La Nouvelle, Sigean etc.). Il existait des tensions entre chefs militaires tchèques et le groupe communiste — clandestin mais actif —, entre Tchèques et Slovaques — certains de ceux-ci ne comprenant pourquoi ils se battraient puisqu'ils disposaient désormais d'un Etat —, entre émigrés qui avaient adopté la France de longue date et leurs compatriotes récemment arrivés, tensions aussi entre autorités françaises et responsables tchécos-



Affiche du Conseil de Révision des citoyens tchécoslovaques en France

lovaques qui réagissaient en fonction de leurs logiques nationales.

Les unités ne s'en mettaient pas moins progressivement en place. A la fin de l'année 1939, on comptait déjà 3 500 hommes. Le 15 janvier 1940, la première division tchécoslovaque était constituée. Fin mai, elle comprenait 11 405 hommes, dont 8 169 mobilisés et 3 236 volontaires.

### La bataille de France

Les aviateurs étaient déjà engagés dans la bataille de France. Plus de 800 étaient sous les drapeaux et, à l'image des unités polonaises, les responsables tchécoslovaques auraient souhaité qu'ils puissent être regroupés. Du côté français, on opposa aux arguments d'Osusky — création d'un esprit de corps, émulation, avantages sur le plan de l'instruction et formation de cadres pour l'avenir — le caractère prématuré d'une telle décision et le manque de personnel tchécoslovaque suffisant au sol. En fait, il semble bien que ce soit le manque de moyens qui ait été l'obstacle principal. Les aviateurs tchécoslovaques furent dispersés sur les bases

aériennes de l'ensemble du territoire métropolitain, par petits groupes. Les 112 pilotes de chasse engagés (14 % des effectifs) se distinguèrent particulièrement par leurs résultats. Ces succès encouragèrent le général Villemin, chef de l'état-major de l'armée de l'Air, à envisager au printemps la reconstitution de la force aérienne tchécoslovaque : le 1<sup>er</sup> juin, un accord était signé, mais il arrivait trop tard. La bataille de France était sur le point d'être perdue.

C'est précisément à cette époque que les deux premiers régiments tchécoslovaques furent engagés sur le champ de bataille. Le 6 juin, le 2<sup>e</sup> régiment fut acheminé au sud-est de Troyes et le 9, le 1<sup>er</sup> régiment arrivait en Côte-d'Or. Le 11, le 2<sup>e</sup> régiment fut chargé de contrôler les passages de la Marne entre l'Ourcq et La Ferté-sous-Jouarre et le 1<sup>er</sup> régiment devait, le 13, tenir le Grand Morin à Coulommiers.

Se succédèrent alors les combats intermittents, la retraite, les marches forcées, les ordres contradictoires. Sous la mitraille de l'aviation allemande, les franchissements des rivières étaient d'autant plus périlleux que les unités qui devaient épauler les deux régiments n'assumaient pas leurs tâches. De la Seine, ils se replièrent sur la Loire, puis le Cher, l'Indre, la Creuse, la Vienne.

Les chefs étaient eux-mêmes ballottés par les événements, ayant le plus grand mal à rejoindre les PC dont ils dépendaient et les troupes qui étaient sous leurs ordres. Dans cette débâcle, les Tchécoslovaques se distinguèrent par leur courage et leur cohésion, malgré leurs pertes. Les généraux Faucher et Ingr apprirent, le 18 juin, l'armistice en traversant Cahors, par les manchettes de journaux.

Désormais l'essentiel était de sauver ces troupes, leur permettre de quitter la France, les empêcher de tomber entre les mains de la Wehrmacht pour éviter la pendaison pour haute trahison... Derniers efforts dans la cohue des fuyards pour regrouper les éléments tchécoslovaques. Dès le 18, les autorités militaires françaises comprenaient l'urgence des mesures de protection à prendre. Mais les moyens manquaient. Les ports étaient embouteillés. Dans cette fièvre du départ, le *save-qui-peut* était général. Le commandement tchécoslovaque, lui aussi débordé, avait laissé toute latitude le 17 à ses troupes de se retirer : les trois cinquièmes utilisèrent cette possibilité et moins de 2 000 hommes restèrent en unités constituées, prêtes à poursuivre le combat. Finalement, grâce à la capacité navale britannique, 4 044 militaires et 481 civils tchécoslovaques purent quitter la France pour la Grande-Bretagne. Parmi eux, essentiellement des émigrés d'après Munich et, surtout, près de 900 aviateurs qui allaient être un atout capi-

tal de la Royal Air Force (avec les aviateurs polonais). Les Slovaques étaient restés massivement en France, tout comme les anciens des Brigades internationales, dont une partie allait rejoindre l'ex-Tchécoslovaquie.

Le transfert des débris de l'armée tchécoslovaque en Angleterre fut un atout politique considérable pour Beneš, mais posa aussi de redoutables problèmes par le surnombre d'officiers : sous-employés, cent-vingt d'entre eux se présentèrent quand ils surent que la France libre pouvait utiliser leurs capacités. Ainsi vit-on pendant la guerre des Tchécoslovaques combattre en Afrique du Nord et au Proche-Orient, aux côtés des FFL et des Britanniques.

Pour ceux qui restèrent en métropole et ne firent pas le choix de disparaître avant le rapatriement à Agde, restait la dure épreuve de la démobilisation. Cet épisode méconnu fut pour certains plus douloureux encore que la « drôle de guerre » et la défaite. Après une longue incertitude de plusieurs mois, plusieurs centaines de Tchécoslovaques furent mobilisés dans des compagnies de travailleurs dans la Drôme, l'Isère et l'Aveyron. Et malgré les efforts de leurs compatriotes, certains y passèrent encore de très longs mois. Les Slovaques eurent la chance, après février 1941, de pouvoir être rapatriés, ce qui était exclu pour les Tchèques. Quant aux citoyens tchécoslovaques qui étaient demeurés au sein de la Légion étrangère, les autorités de ce corps firent ce qui était en leur pouvoir pour les préserver en les éloignant.

En 1941, on estimait à environ 35 000 le nombre de Tchécoslovaques résidant en France, dont 15 000 en zone occupée. Ce fut le réservoir de la Résistance, à laquelle les communistes participèrent très activement à partir de l'été 1941. Mais ils avaient été précédés par d'autres.

Quelles leçons purent tirer les combattants tchécoslovaques de cette expérience « française » ? L'image d'une France forte et d'un Etat ami s'était effondrée en quelques mois sous leurs yeux. Dans sa courte existence, l'armée tchécoslovaque ou, plus largement, la période passée sous les drapeaux n'avait pu servir de moule intégrateur. D'autant qu'une grande partie de ces immigrés ou de ces réfugiés s'étaient engagés parce que c'était une condition préalable pour demeurer en France ou y arriver. Il est donc surprenant qu'ils se soient aussi bien battus, prouvant ainsi leur volonté d'exister. Après la défaite de juin 1940, les plus motivés avaient la ressource de s'adjoindre aux forces les plus déterminées à poursuivre la lutte contre l'Allemagne nazie, à savoir la Grande-Bretagne ou la Résistance. Pour eux, la France ne pouvait pas être celle du maréchal Pétain.